

# Haci Atik : « Notre intégration doit passer par la naturalisation »

lundi 2 août 2004, par [Haci Atik](#)

**Le Journal de Saône et Loire - 22/07/2004**

COMITÉ DES ASSOCIATIONS TURQUES EN RÉGION LYONNAISE

Lundi soir, Haci Atik était invité à la réception donnée au stade Coubertin à Paris par le 1<sup>er</sup> ministre turc.

Haci Atik, président du comité des associations turques en région lyonnaise et français d'origine turc nous livre son sentiment sur la possible entrée de la Turquie au sein de l'U.E

En tant que président du comité de coordination des associations turques de la région lyonnaise (dont la Saône et Loire fait partie), Haci Atik soutient « à 100 % les décisions du gouvernement turc en faveur de l'intégration. » Il était lundi soir, l'invité du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, au stade de Coubertin à Paris. Il a accepté de nous livrer un éclairage sur la possible entrée de la Turquie au sein de l'Union Européenne.

J.S.L : Quel est le champ d'action du comité dont vous êtes président ?

H.A : En France, il y a trois consulats turcs, Paris, Lyon, Marseille. Nous nous occupons du champ d'action du consulat de Lyon dont la Saône et Loire fait partie. C'est-à-dire au total 37 associations qui représentent 60.000 des 90.000 ressortissants turcs résidant sur la région lyonnaise dont environ un quart sont français. Les deux associations majeures de Saône et Loire, sont à Mâcon et à Autun. Créé en 1995, notre comité a pour but de promouvoir l'intégration de la communauté turque d'un point de vue social, économique, culturel. Nous avons un rôle de coordination.

J.S.L : Que pensez-vous de la possible entrée de la Turquie dans l'U.E ?

H.A : Je pense que ce serait une très bonne chose. Nous faisons partie du climat européen et n'oublions pas que nous faisons partie de l'OTAN. Cela fait 40 ans que 70 millions de turcs attendent. Que nous frappons à la porte. Le gouvernement turc a fait de réels grands progrès. Il est respectueux des critères d'adhésion fixés par Bruxelles et par Copenhague. Nous avons beaucoup de richesse à offrir, ne serait-ce qu'au point de vue touristique et de notre patrimoine. De notre côté, ici nous nous sentirions encore mieux intégrés en France puisqu'Européens.

J.S.L : Quel est selon vous le frein majeur ?

H.A : La religion, bien sûr. Même si ça reste dans le non-dit. L'Europe ne doit pas être un clan de chrétiens. Il y a de la place pour tout le monde. Pour chacun qui respecte la loi française. Il faut faire abstraction de la religion, qui est quelque chose de personnel et d'intime d'autant que notre pays a souvent été considéré comme un traître au sein du monde musulman. La constitution turque est la seule qui soit laïque dans le monde musulman.

J.S.L : Vous avez été reçu par le 1<sup>er</sup> ministre turc, quels ont été ses messages ?

H.A : Il est venu d'abord parler avec Ms Raffarin et Chirac pour que la France soutienne la Turquie. Il est dans l'attente d'une assurance et d'une date. Nous suivrons les résultats dans les jours à venir. Il a encouragé publiquement les ressortissants de la communauté turque à prendre la nationalité française en déclarant que ' l'intégration passe par la naturalisation.' Nos parents arrivés dans les années 1970 ont toujours eu leur valise ouverte avec l'arrière pensée qu'ils repartiraient. Il ont parfois le sentiment qu'ils

pourraient perdre leur identité en devenant français. Moi qui habite ici (à Mâcon) depuis 25 ans et qui ai deux enfants, je fais partie des 500 ou 600 ressortissants turcs de nationalité française sur les 3 000 résidant à Mâcon. Il faut que chacun de nous puisse voter. Si l'on ne peut pas le faire, on n'est pas reconnu. En guise de conclusion, Recep Tayyip Erdogan nous a dit que nous étions tous des consuls en France. C'est à nous de faire passer le message.